

## Union La Commission européenne s'efforce de retrouver une légitimité après la crise du traité constitutionnel

# Bruxelles cherche à séduire les consommateurs

BRUXELLES  
BUREAU EUROPÉEN

**P**oudre aux yeux, continuité, ou vrai tournant ? La Commission européenne semble prise d'une soudaine passion pour la vie quotidienne des consommateurs. Jeudi 20 juillet, Neelie Kroes, la commissaire chargée de la concurrence, a sommé une nouvelle fois les banques françaises de baisser le prix des cartes de crédit. Sa collègue Viviane Reding a le même jour autorisé la France à encadrer le prix de gros des SMS. En début de semaine, c'est le Français Jacques Barrot, aux transports, qui avait exigé la transparence sur les tarifs de billets d'avions. Meilleur étiquetage des crèmes solaires, lutte contre l'obésité, liste noire des compagnies aériennes douteuses, chaque commissaire y va de son annonce pratique. Mais les avis divergent à Bruxelles sur les contours de cette conversion.

Le collège des commissaires s'est déchiré début juillet sur un dossier très emblématique de l'offensive de charme actuelle : celui des tarifs de « roaming » pratiqués par les opérateurs de téléphonie mobile. Le plafonnement du prix des appels passés d'un pays à l'autre de l'Union avec un téléphone portable – a suscité d'intenses tractations entre les commissaires proconsommateurs et les pro-industries, comme l'Allemand Günther Verheugen, en charge de l'industrie, ou Peter Mandelson, au commerce. Pour l'occasion, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a soutenu les propositions de la commissaire chargée des nouvelles technologies, Viviane Reding, afin de réduire les prix du *roaming*.

Voici quelques mois, l'ancien premier ministre de centre droit portugais claironnait sa volonté de « dérouler le tapis rouge » aux entreprises. Au sujet du *roaming*,



il a recentré son discours, au grand dam des opérateurs de télécommunication : « Pour la Commission, le marché unique est avant tout pour les consommateurs », dit-il aujourd'hui.

### « L'Europe des résultats »

C'est que les commissaires ne cachent pas, à l'instar de leur président, vouloir se refaire une légitimité auprès d'une opinion publique qui s'interroge dans certains pays, comme la France, sur le bien fondé de l'Union. « Après les non au référendum aux Pays-Bas et en France, la Commission se veut pragmatique, et proche des

gens », explique un haut fonctionnaire.

Ebranlée par la crise suscitée par le rejet de la Constitution, la principale institution communautaire entend privilégier « l'Europe des résultats » : deux ans après sa nomination, M. Barroso veut « montrer la valeur ajoutée » de la construction européenne.

L'apparente redécouverte du consommateur n'aurait, cependant pas grand-chose à voir, selon les milieux bruxellois, avec une conversion idéologique. « Il ne faut pas oublier que la plupart des grandes politiques dans les domaines de compétence de l'Union, dans la concurrence, et le com-

merce, ont toujours été tournées vers le consommateur », dit un haut diplomate français, « c'est d'ailleurs souvent ce que les capitales ont reproché à Bruxelles, car cette approche négligeait les intérêts industriels ».

Par ailleurs, l'entourage du président de la Commission est le premier à dire qu'un dossier comme celui du *roaming* restera « exceptionnel ». Certains commissaires, à l'instar de Charlie McCreavy, en charge du marché unique, multiplient les consultations, sans vouloir légiférer, dans un domaine comme les services financiers, dont les pratiques sont pour-

tant régulièrement dénoncées par les associations de consommateurs. Dernièrement, M. Verheugen s'est bien gardé de légiférer pour inciter les fabricants de crèmes solaires à davantage d'honnêteté dans l'étiquetage. Il fait confiance à l'autorégulation.

Au nom de la croissance et de la création d'emplois, la Commission ne renonce pas non plus à donner la priorité aux intérêts du monde des affaires, quitte à minimiser d'autres dimensions, comme l'environnement. S'il vient d'exiger la transparence sur les tarifs aériens, le commissaire français, M. Barrot, suggère ainsi d'infléchir la politique des transports de l'Union en faveur de la route, en atténuant la priorité accordée jusqu'ici au ferroviaire. ■

PHILIPPE RICARD

## Lever les « obstacles » au marché unique

LA COMMISSION s'interroge sur la meilleure façon de peaufiner le marché unique, quinze ans après sa création. « Après avoir supprimé les barrières juridiques pour le plus grand bénéfice des entreprises, l'idée est d'abolir les obstacles pratiques, qui limitent l'impact de l'ouverture des marchés pour les consommateurs que ce soit dans la banque, les télécommunications ou l'électricité », indique un proche de Jacques Barrot, le commissaire français.

Dans le secteur de l'énergie, les eurocrates font ainsi le constat que les plus grands groupes, EDF en tête, ont profité de la libéralisation pour s'implanter chez leurs voisins. Mais chaque marché national reste cloisonné, et les investissements dans les réseaux d'interconnexion transfrontaliers ont été négligés, au détriment, selon les experts, des consommateurs.